



the Digital Language Diversity Project

La Roadmap

Recommandations de politique et calendrier

Résumé opérationnel

- » Beaucoup des 6000 à 7000 langues parlées dans le monde aujourd'hui risquent de disparaître.
- » Afin de mettre en place une politique durable de sauvegarde et de promotion de la diversité linguistique européenne et mondiale, il convient d'adopter des politiques de développement numérique. Avec une si grande partie de nos vies sur Internet et avec des appareils numériques, le domaine numérique représente un contexte qui ne peut pas être ignoré par les langues moins utilisés, régionaux, menacés ou en danger (ci-après RML).
- » Si nous voulons assurer la diversité linguistique numérique européenne pour les générations futures, nous avons besoin de politiques et d'une législation de niveau européen qui protègent cette diversité. Sinon, les locuteurs RML sont confrontés à une bombe à retardement numérique, car les trajectoires actuelles du développement numérique indiquent qu'ils ne seront pas autorisés à utiliser leur propre langue dans une société de plus en plus numérisée.
- » L'Union européenne compte 24 langues officielles et 60 langues moins utilisées. Même si elles doivent bénéficier du même statut, seulement les langues officielles sont pleinement reconnues. Le potentiel du développement numérique nous offre l'occasion de réduire la fracture numérique et de progresser vers une plus grande égalité linguistique numérique.
- » La recherche de DLDP a montré que le développement numérique pour les langues moins utilisées doit être piloté par la communauté et non par les intérêts de l'industrie et des entreprises de la technologie LT.
- » L'égalité linguistique et la diversité sont au cœur du projet européen et l'UE a maintenant la possibilité de donner à tous les citoyens les moyens d'utiliser leurs propres langues de manière numérique. Tenant compte de ces facteurs et afin de garantir l'égalité linguistique à l'avenir numérique, le consortium DLDP formule un large éventail de recommandations.
- » Les principales recommandations concernent: 1) une législation visant à garantir que les États développent des services numériques dans les langues les moins utilisées afin de faire face à la prochaine bombe à retardement numérique. 2) L'extension du projet sur la diversité linguistique numérique à la réalisation d'une enquête européenne sur les besoins numériques de toutes les langues européennes moins utilisées.

Impression

La Roadmap DLDP

Auteurs:

Davyth Hicks, Paola Baroni, Klara Ceberio Berger, Antton Gurrutxaga Hernaiz, Eleonore Kruse, Valeria Quochi, Irene Russo, Tuomo Salonen, Anneli Sarhima, Claudia Soria

Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet «La diversité des langues numériques» (www.dldp.eu), financé par l'Union européenne dans le cadre du programme Erasmus + (accord de subvention n° 2015-1-IT02-KA204-015090)

© 2018

Cover Design: Eleonore Kruse



www.dldp.eu



www.facebook.com/digitallanguagediversity



dldp@dldp.eu



www.twitter.com/dldproject

Download the
full Roadmap



the
Digital Language
Diversity Project



THE DLDP ROADMAP

Recommandations politiques de DLDP

L'égalité linguistique et la diversité sont au cœur du projet européen et l'UE a maintenant la possibilité de donner à tous les citoyens les moyens d'utiliser leurs propres langues de manière numérique. Les locuteurs de RML sont confrontés à une bombe à retardement étant donné que les trajectoires actuelles du développement numérique indiquent qu'ils ne seront pas autorisés à utiliser leur propre langue dans une société de plus en plus numérisée. Tenant compte de ces facteurs et afin d'assurer l'égalité linguistique pour l'avenir numérique, le consortium DLDP formule les recommandations suivantes à l'échelle européenne:

- 1 Recommande une législation européenne visant à garantir que les langues moins utilisées (RML), y compris les langues d'État plus petites, disposent de la fourniture numérique nécessaire pour fonctionner à l'ère numérique. Par exemple, pour que le marché unique numérique réussisse, les citoyens doivent y avoir accès dans leur propre langue, y compris dans les RML et dans les langues des États plus petits. Ne pas le faire mine le projet de l'UE et soulève de nombreuses questions relatives aux droits.
- 2 Recommande que la législation linguistique actuelle et les traités internationaux protégeant les langues régionales ou minoritaires (par exemple, la Charte des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe) soient complétés de protocoles afin de garantir la fourniture numérique de services du secteur public dans les RML et le développement de RML numériques pour suivre le rythme avec celui des langues plus largement utilisées.
- 3 Recommande l'extension du projet DLDP (Digital Language Diversity Project) afin d'évaluer tous les RML européens et de faire des recommandations pour leur développement numérique. Afin de faciliter cela, l'UE pourrait soit lancer un appel à propositions de projet fermé, soit créer un partenariat avec le consortium DLDP.
- 4 Recommande, en plus du paragraphe 3 ci-dessus, une enquête européenne sur l'état des technologies et des ressources linguistiques pour toutes les langues européennes.
- 5 Recommande un programme de financement à grande échelle et à long terme pour la recherche, le développement et l'innovation, aux niveaux européen et national, afin de développer des technologies et des services innovants, ainsi que de contribuer à la réduction du fossé technologique entre les langues européennes.
- 6 Recommande la création d'une plateforme technologique linguistique européenne regroupant des représentants de toutes les langues européennes, permettant le partage de ressources liées aux technologies langagières. En outre, promouvoir le transfert de technologie et le partage de ressources et de méthodologies par la création de programmes de coopération, y compris de programmes transnationaux, entre langues apparentées.
- 7 Recommande aux institutions de l'UE de sensibiliser les entreprises, les organismes publics et les citoyens à la disponibilité de services, contenus et produits en ligne dans des langues moins répandues, afin de surmonter les barrières linguistiques et de préserver le patrimoine culturel linguistique communautés.
- 8 Invite les administrations à tous les niveaux à améliorer l'accès aux services et à l'information en ligne dans les langues moins répandues et à utiliser les technologies langagières préexistantes telles que la traduction automatique, la reconnaissance automatique de la parole et la synthèse vocale, afin d'améliorer l'accessibilité de ces services.
- 9 Recommande aux entreprises de médias sociaux et de T(A)L / TIC de travailler avec le DLDP pour assurer le développement numérique de la diversité linguistique.
- 10 Recommande de garantir la production de données ouvertes, en ce sens qu'il est facile d'obtenir des données et de les utiliser avec peu de restrictions, voire aucune. La disponibilité des données ouvertes est d'une importance capitale pour le développement rapide de logiciels et de technologies dans des langues pour lesquelles les données sont relativement rares.



Calendrier de la Roadmap

Mesures à court terme (2018-2020) avec des institutions européennes et internationales



1

Rapport du Parlement européen en faveur de la diversité des langues numériques

Lors de la plénière de septembre 2018 du Parlement européen, le rapport «L'égalité linguistique à l'ère numérique» (2018/2028), présenté par la rapporteure Jill Evans, MdPE (EFA-Verts), a été adopté à une large majorité - 592 voix pour et 45 contre. ELEN et le DLDP ont contribué à la rédaction du rapport et les conseillers du DLDP ont été consultés à ce sujet. Bien que le rapport soit un rapport d'initiative et non un rapport législatif (c'est-à-dire qu'il n'oblige pas la Commission à en faire une loi de l'UE), le vaste soutien multipartite apporté au rapport reflète l'opinion et le ferme soutien du Parlement européen aux mesures proposées, dont l'une consiste pour l'UE à prolonger et élargir le DLDP afin d'enquêter sur toutes les RML européennes et de faire des recommandations pour leur développement numérique.

En outre, les propositions du projet de langage humain décrites dans le document STOA du groupe de réflexion du PE constituent une autre initiative du Parlement. Si cela réussit, il sera essentiel que les conclusions du DLDP soient prises en compte et que le développement numérique RML soit intégré et priorisé dans le projet. (2018-2020)

2

Résultats du DLDP aux députés / Commission / CoE. 2018

Le projet DLDP s'achèvera à l'automne 2018. Auparavant, le DLDP aurait des réunions avec les commissaires concernés (Ansip, Navracsics, Gabriel) afin de présenter les résultats du projet et de demander que le projet soit étendu à tous les pays européens. RMLs. (2018-2019)

3

Les résultats du DLDP s'inscrivent dans le débat sur le marché unique numérique, la géolocalisation, le rapport STOA

Les résultats du DLDP seront utilisés par les membres du DLDP pour intervenir dans plusieurs débats en cours au sein de l'UE, notamment DSM, la géolocalisation, le rapport des minorités nationales, afin d'intégrer les conclusions et les propositions du DLDP dans le débat et les propositions en cours. (2018-2019)

4

S'appuyer sur le soutien existant des États membres

Plusieurs États membres dont les langues sont sous-financées ont fortement soutenu les développements linguistiques numériques, tels que les États baltes et la Slovaquie. Ce soutien peut être utilisé pour contribuer à l'intégration des propositions du DLDP dans le débat plus large sur le développement et la fourniture de solutions numériques.

5

Conseil de l'Europe

Les résultats et les propositions du DLDP seront présentés au COMEX du CELRL, au Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (FCNM) et à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Nous verrons comment le développement numérique des RML contribuera à une meilleure mise en œuvre de la Charte et de la FCNM. Comme dans le cas de l'UE, le DLDP demandera que le projet soit étendu à tous les RML européens. Un appel à la surveillance et au développement de la fourniture de langage numérique pour les RML est ajouté à l'ECRML et au FCNM en tant que protocoles supplémentaires (2018-2019).

6

Organisation des Nations Unies

DLDP / ELEN rencontrera les représentants des Nations Unies de l'Instance permanente pour les peuples autochtones et de l'Instance pour les minorités afin de discuter de la manière dont le développement numérique profite aux langues moins utilisées et autochtones et de recommander l'adoption du programme de formation et du kit de survie (2018/2019).

7

UNESCO

DLDP / ELEN rencontrera l'UNESCO pour présenter les résultats et les conclusions du DLDP. En 2019, l'UNESCO lancera l'Année des langues autochtones avec la participation d'ELEN. Des réunions seront organisées avec la Division de la société de la connaissance pour promouvoir le DLDP avec l'UNESCO (2018/2019).

THE DLDP ROADMAP

Calendrier de la Roadmap

Niveau de la communauté linguistique (à partir de 2018)



1

Sensibiliser aux résultats du DLDP auprès de chaque communauté RML européenne.

Par l'intermédiaire du réseau d'organisations RML ELEN, le DLDP s'emploiera à diffuser les résultats du projet auprès de toutes les parties prenantes RML en Europe, y compris les ONG, les universités, les centres de recherche et les gouvernements.

2

Veiller à ce que les communautés RML prennent des mesures et adoptent les résultats du DLDP.

Une fois que les communautés RML sont informées des conclusions et des propositions du DLDP, il sera important que chacune d'elles applique les conclusions, à l'aide du kit de survie au langage numérique et du cours de formation, à leur propre langue. Chaque communauté peut souhaiter mener sa propre enquête pour déterminer les priorités en matière de langage numérique et développer des initiatives locales en faveur du développement.

3

Traduire le soutien des communautés RML en initiatives nationales et européennes.

Once RML communities have acted to implement the DLDP proposals it will be important for them to develop local and national level initiatives, such as RML digital language projects that will focus on developing their languages' digital capacity. They may also introduce legislation to help this process.

4

Encourager la communauté RML à développer des liens de travail avec les principaux développeurs de langage numérique.

DLDP aidera les communautés RML à développer leurs propres liens avec les principaux fournisseurs de services numériques, par exemple Google et Microsoft, afin de veiller à ce que les grandes entreprises travaillent pour assurer la fourniture dans leur langue. Même si ELEN travaillera pour cela au niveau politique, il est plus efficace de faire en sorte que la communauté linguistique s'engage avec les principaux développeurs eux-mêmes pour faire valoir leurs arguments.



Coordonner avec Meta-Net et LT Innovate

Meta-Net a publié sa propre feuille de route détaillée indiquant la voie à suivre pour le développement du T(A)L. La feuille de route est basée sur l'industrie T(A)L tandis que la feuille de route DLDP est basée sur la communauté RML. Par conséquent, il est important de prévoir une certaine coordination afin que l'industrie du (traitement automatique du) langage soit informée non seulement des conclusions du DLDP, mais également des besoins numériques des communautés RML, au-delà de la recherche déjà effectuée par Meta-Net. Par conséquent, des réunions seront organisées avec Meta-Net et LT Innovate pour établir un cadre de dialogue régulier entre DLDP et ELEN sur le développement numérique RML. (2018/2019)

Coordonner avec l'industrie T(A)L sur le « Human Language Project »

Comme mentionné ci-dessus, si le HLP réussit, il sera essentiel que le développement numérique RML soit priorisé dans ce projet. Cela nécessitera un partenariat avec l'industrie LT et des enquêtes permanentes sur les besoins numériques de la communauté RML. (2020-)

1

2

Calendrier de la Roadmap

Mesures à moyen et long terme avec des institutions européennes et internationales.



Directive de l'UE visant à garantir la diversité linguistique numérique..

Une directive contribuera à faire en sorte que les États et l'Union européenne soutiennent le développement de la fourniture numérique des langues sous-dotées en ressources. La proposition viendra compléter l'initiative existante relative au marché unique numérique. Un projet de document exposera les arguments en faveur d'une directive en 2018 qui sera présentée à la Commission et aux députés.



Intégrer les recommandations DLD dans l'industrie des TIC / (T(A)L

À la suite de discussions avec DLDP et ELEN, l'industrie des TIC / T(A)L s'emploiera à faire en sorte que les recommandations du DLDP soient adoptées.



Intégrer les recommandations DLD avec les organisations du secteur public.

DLDP et ELEN vont s'adoperer à faire en sorte que les États membres, les gouvernements autonomes et les administrations locales mettent en œuvre les recommandations du DLDP en ce qui concerne l'offre numérique RML.



Assurer la synergie entre les propositions du DLDP et le nouveau Protocole de Donostia pour garantir les droits linguistiques.

Le Protocole¹ est le nouvel outil normatif pour la promotion et la protection des RML avec des recommandations pour assurer le développement à long terme des RML.

Évaluation et rapports

Le but de la feuille de route est de normaliser la fourniture numérique des RMLs dans le secteur des TIC / T(A)L où toutes les langues européennes sont incluses, ainsi que dans la fourniture numérique du secteur public.

Afin de suivre les progrès accomplis, l'UE devra mettre en place un mécanisme de rapport, établi dans la directive, permettant de surveiller et de soutenir la fourniture numérique RML dans chaque État membre.

¹ Voir <http://protokoloa.eus/en/>